

Afrique de l'Ouest : le Sahel, laboratoire du déclin de la doctrine « sécurité-développement »

Posted on juin 23, 2026 by Shizneider BAPTISTE

Résumé/ Abstract

Le Sahel constitue aujourd'hui le laboratoire le plus parlant de l'échec de la doctrine « sécurité-développement », pilier de la politique occidentale en Afrique depuis les années 2000. Entre 2020 et 2023, trois coups d'État militaires successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont renversé des régimes civils soutenus par l'Occident, scellant la rupture avec la France et les États-Unis et entraînant le retrait complet des forces françaises et occidentales de la région. L'Alliance des États du Sahel (AES), créée en septembre 2023 comme pacte de défense mutuel entre ces trois pays, marque l'émergence d'un ordre régional alternatif autonome, aligné sur Moscou et indépendant de la CEDEAO et des institutions occidentales.

Pendant ce temps, la menace jihadiste ne faiblit pas : Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), affiliée à al-Qaeda, est responsable de 83% des décès liés au terrorisme dans la région, avec environ 8 800 morts en 2025 et 280 attaques revendiquées au Burkina Faso uniquement au premier semestre 2025 – le double de 2024 [7]. Le Sahel concentre désormais plus de la moitié de toutes les décès liés au terrorisme dans le monde, dépassant le Moyen-Orient et l'Afghanistan comme épicerie globale du terrorisme [7]. La crise humanitaire s'aggrave : 31,3 millions de Sahéliens ont besoin d'aide humanitaire en 2025, 5,9 millions de déplacés internes (hausse de 20% depuis 2024), et seulement 8% des besoins de financement ont été couverts [8][9].

Cet article analyse comment le Sahel est devenu le point de rupture de la doctrine « sécurité-développement », remplaçant progressivement l'approche occidentale par un modèle autoritaire de « sécurité par la force » soutenu par la Russie (Africa Corps remplaçant Wagner), et quelles implications géopolitiques cela a pour l'Afrique de l'Ouest, l'Europe et l'ordre international libéral. L'analyse couvre : (1)

l'émergence et l'échec de la doctrine sécurité-développement ; (2) la vague de coups d'État et la montée des juntes ; (3) le retrait occidental et le pivot russe ; (4) la création de l'AES et la fragmentation régionale ; (5) l'aggravation de la crise humanitaire et de l'insécurité ; (6) les scénarios d'évolution et implications stratégiques. Il examine les causes structurelles de cet échec, les mécanismes de la rupture avec l'Occident, la consolidation du modèle russe alternatif, et les implications géopolitiques pour l'Afrique de l'Ouest, l'Europe et l'ordre international.

Introduction

Le Sahel africain – cette bande de savane aride s'étendant sur 5 400 km du Sénégal au Soudan, séparant le désert du Sahara des savanes humides d'Afrique de l'Ouest et Centrale – est devenu le théâtre d'une transformation géopolitique de portée mondiale. Ce qui aurait dû être une opération de contre-insurrection régionale contre des groupes jihadistes localisés s'est transformé en une rejection totale de l'ordre international libéral par trois États, accompagnée d'un pivot géostratégique vers la Russie et d'une fragmentation sans précédent de l'intégration régionale ouest-africaine.

La doctrine « sécurité-développement », pilier de la politique occidentale en Afrique depuis le printemps 2000, reposait sur un postulat simple : l'insécurité et le terrorisme ne peuvent être vaincus sans développement économique, gouvernance démocratique et renforcement étatique. Les programmes de l'UE, de la France, des États-Unis et de l'ONU combinaient aide au développement, formation des armées nationales, soutien aux institutions démocratiques et opérations militaires contre les jihadistes. L'Initiative Trans-Sahara Counter-Terrorism Partnership (TSCTP) américaine, l'Opération Barkhane française, le G5 Sahel, et le programme européen EUCAP Sahel Mali incarnent cette approche intégrée [3].

Dix ans plus tard, cette doctrine est en ruines. Le Mali a connu un coup d'État en août 2020, suivi d'un second en mai 2021 ; le Burkina Faso deux coups d'État en 2022 ; le Niger un coup d'État en juillet 2023. Les trois régimes militaires ont rompu avec la France, expulsé les forces occidentales, quitté le G5 Sahel, retiré leur adhésion à la CEDEAO, et créé l'Alliance des États du Sahel (AES) en septembre 2023 comme pacte de défense mutuel alternatif [1][3]. La France a terminé son retrait du Niger en décembre 2023, laissant derrière elle seulement Djibouti et

Gabon comme bases restantes en Afrique [2][10]. Les États-Unis ont remis leur dernière base au Niger en août 2024, mettant fin à 10 ans de présence militaire [3].

Parallèlement, les jihadistes gagnent du terrain. JNIM a mené 280 attaques au Burkina Faso au premier semestre 2025, soit le double de 2024, causant environ 8 800 décès dans le Sahel cette année-là [7]. Le Burkina Faso était le pays le plus touché par le terrorisme au monde en 2023 et 2024 [7]. Bamako, capitale du Mali, a subi sa première attaque majeure depuis 2015 le 17 septembre 2024, lorsque JNIM a attaqué une caserne militaire, signalant une nouvelle phase de la guerre avec un blocus partiel de la capitale [1][3].

Trois millions trois cent mille personnes ont besoin d'aide humanitaire en 2025, 5,9 millions sont déplacées internes (hausse de 20% depuis 2024), et le Sahel accueille 2,1 millions de réfugiés et demandeurs d'asile [8][9]. Seulement 8% des besoins de financement ont été couverts, laissant des millions de personnes sans assistance vitale [8].

I. L'émergence et l'échec de la doctrine « sécurité-développement »

1.1 Genèse de la doctrine : de l'après-11 septembre à l'agenda post-conflit

La doctrine « sécurité-développement » émerge dans les années 2000 sous l'impulsion des États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. La guerre contre le terrorisme ne se limite plus aux opérations militaires en Afghanistan et en Irak : elle s'étend aux « zones grises » où les États sont faibles, corrompus ou incapables de contrôler leur territoire, créant des sanctuaires pour les groupes jihadistes. L'Initiative Trans-Sahara Counter-Terrorism Partnership (TSCTP), lancée en 2005, est l'un des premiers programmes à combiner lutte anti-terroriste, formation des armées nationales et aide au développement dans la région du Sahel [3].

L'Europe suit rapidement. Après la crise migratoire de 2015, l'UE considère la stabilité du Sahel comme une question de sécurité nationale : la migration irrégulière, le terrorisme et le crime organisé transnational sont perçus comme des menaces interconnectées nécessitant une réponse intégrée. Le Fonds européen de développement durable (FEDD) et le Instrument for Pre-Accession Assistance (IPA)

financent des programmes combinant sécurité, développement et gouvernance. L'approche « ensemble » (comprehensive approach) de l'UE devient le modèle : missions civiles (EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger), missions militaires (EUTM Mali), et opérations de l'OTAN se complètent avec l'aide au développement [3].

La France, puissance coloniale historique, joue un rôle central. En 2013, après l'offensive jihadiste dans le nord du Mali qui menace de prendre Bamako, la France lance l'Opération Serval sur demande du gouvernement malien. Serval chasse les jihadistes du nord mais ne les élimine pas. En 2014, Serval devient l'Opération Barkhane, une opération plus large couvrant cinq pays du G5 Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Tchad) avec 4 000 soldats français [3]. Barkhane est conçue comme une opération de contre-insurrection combinant frappes aériennes, patrouilles terrestres, formation des armées nationales et soutien aux opérations régionales.

Le G5 Sahel, créé en 2014, incarne la dimension régionale de la doctrine. Il combine un sommet des chefs d'État, un secrétariat exécutif et une force conjointe de 5 000 soldats pour lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue et le crime organisé. L'UE et les États-Unis financent largement la force conjointe, avec des budgets de plusieurs centaines de millions d'euros/dollars par an [3].

1.2 Les postulats théoriques de la doctrine

La doctrine « sécurité-développement » repose sur trois postulats théoriques :

Postulat 1 : La sécurité est une condition préalable au développement. Sans sécurité, les investissements sont risqués, les populations déplacées, les infrastructures détruites. Les programmes de développement ne peuvent fonctionner dans des zones de conflit actif.

Postulat 2 : Le développement est une condition préalable à la stabilité durable. Les causes profondes du terrorisme – pauvreté, chômage, exclusion, mauvaise gouvernance – doivent être traitées pour empêcher le recrutement jihadiste. Les programmes de développement créent des alternatives économiques pour les jeunes et renforcent la légitimité de l'État.

Postulat 3 : La démocratie et la bonne gouvernance sont essentielles pour la

légitimité étatique. Les États démocratiques sont plus légitimes, moins corruptibles et plus résistants au terrorisme. Le soutien aux institutions démocratiques (élections, justice, parlement) est donc une composante clé de la stratégie.

Ces postulats semblent raisonnables sur le papier, mais ils négligent plusieurs facteurs critiques : la complexité des conflits locaux, la résilience des réseaux jihadistes, la faiblesse structurelle des États sahéliens, la corruption endémique, et les dynamiques historiques de relations centre-périphérie au sein des États sahéliens.

1.3 Les défaillances opérationnelles : écart entre théorie et réalité

La mise en œuvre de la doctrine révèle rapidement des défaillances systémiques :

Écart 1 : La sécurisation ouvre des espaces pour le développement, mais les jihadistes s'adaptent. Les opérations militaires occidentales (Barkhane, TSCTP) réussissent à chasser les jihadistes des centres urbains et des routes principales, mais les jihadistes se retirent dans les zones rurales, s'adaptent aux tactiques occidentales (guérilla, IED, attaques asymétriques), et continuent à contrôler les zones périphériques. Les programmes de développement sont lancés dans les zones « sécurisées », mais les jihadistes reviennent dès que les forces occidentales réduisent leur présence.

Écart 2 : Les armées nationales sont formées mais restent inefficaces et corruptibles. Les programmes de formation (EUTM Mali, TSCTP) forment des milliers de soldats, mais les armées nationales souffrent de corruption (salaires détournés), de manque de leadership, de divisions ethniques, et de faible moral. Les soldats ne sont pas motivés à se battre pour des régimes qu'ils perçoivent comme corrompus et éloignés. Les offensives lancées avec soutien occidental échouent souvent à tenir les territoires conquis.

Écart 3 : La démocratie formelle ne garantit pas la légitimité. Les élections sont organisées (Mali 2013, 2018 ; Burkina Faso 2015 ; Niger 2020), mais les régimes élus restent perçus comme corrompus, inefficaces et favorisant les élites urbaines au détriment des périphéries rurales. IB Keïta au Mali (élu 2013, renversé 2020) est perçu comme corrompu et incapable de contenir le terrorisme. Les programmes de «

gouvernance démocratique » ne touchent pas les populations rurales qui subissent directement la violence jihadiste et l'absence de l'État.

Écart 4 : Le développement est trop lent et trop localisé. Les programmes de développement prennent des années pour montrer des résultats, mais les jihadistes recrutent rapidement parmi les jeunes désœuvrés. Les programmes sont concentrés dans quelques zones pilotes, laissant de vastes zones sans aucune présence étatique. Les populations rurales ne voient pas de bénéfices tangibles de la « paix » promise par l'Occident.

Écart 5 : La France est perçue comme une puissance néo-coloniale. La France maintient des bases militaires dans ses anciennes colonies (Barkhane au Mali, Burkina Faso, Niger), exploite des ressources naturelles (uranium du Niger, 20% des besoins français), et impose le franc CFA à 14 pays africains (dont Mali, Burkina, Niger) jusqu'en 2020. Cette relation asymétrique alimente un ressentiment anti-français profond, partagé par les junte et les populations [3].

Ces défaillances opérationnelles créent un décalage croissant entre les promesses de l'Occident (sécurité, développement, démocratie) et la réalité vécue par les populations sahéniennes (violence Persistante, pauvreté, absence étatique, domination néo-coloniale). Ce décalage prépare le terrain pour la rupture.

II. La vague de coups d'État et la montée des junte (2020-2023)

2.1 Le coup d'État du Mali : août 2020

Le 18 août 2020, des militaires maliens menés par le colonel Assimi Goïta renversent le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), élu en 2013 et réélu en 2018 dans des élections contestées. IBK est perçu comme corrompu, inefficace, et incapable de contenir le terrorisme qui a tué des milliers de maliens et déplacé des centaines de milliers. Les militaires accusent IBK de trahison et de collusion avec la France.

Le coup est accueilli avec ambiguïté par l'Occident : la France et l'UE condamnent officiellement le coup mais n'imposent pas de sanctions sévères, craignant de

déstabiliser davantage le Mali. L'UE suspend son aide militaire (EUTM Mali) mais maintient l'aide humanitaire. Les États-Unis imposent des sanctions limitées mais continuent la coopération sécuritaire [3].

Goïta promet un retour à l'ordre constitutionnel dans 18 mois, mais repousse répétitivement la date. Le 24 mai 2021, Goïta organise un second coup, renversant le gouvernement de transition dirigé par le président Bah Ndaw et le premier ministre Moctar Ouane, accusés de complot contre la junte. Goïta devient président de la transition, promet des élections en 2022.

2.2 Le Burkina Faso : deux coups en un an (2022)

Le 24 janvier 2022, le capitaine Paul-Henri Sandaogo Damiba renverse le président Roch Marc Christian Kaboré, élu en 2015. Kaboré est accusé d'incapacité à contenir le terrorisme qui s'intensifie dans le nord et l'est du pays. Damiba promet de vaincre les jihadistes et de restaurer la sécurité.

Damiba échoue lamentablement : les jihadistes contrôlent près de 40% du territoire burkinabé en 2022, les attaques augmentent, et les déplacements internes explosent. Le 30 septembre 2022, le capitaine Ibrahim Traoré renverse Damiba dans un second coup, accusant Damiba d'incompétence et de trahison. Traoré, plus jeune (34 ans) et plus radical, adopte un discours anti-français et anti-impérialiste, prônant la souveraineté nationale et la résistance armée.

Sous Traoré, le Burkina Faso rompt avec la France : en janvier 2023, la junte donne à la France un mois pour retirer ses 400 soldats spéciaux, mettant fin à un accord militaire de décennies. La France se retire, laissant le Burkina Faso seul face aux jihadistes [1][2][3].

2.3 Le Niger : juillet 2023 et la fin de l'influence française

Le 26 juillet 2023, des militaires nigériens renversent le président Mohamed Bazoum, élu en 2021 dans des élections contestées. Bazoum est perçu comme proche de la France et incapable de contenir le terrorisme. La junte, menée par le général Abdourahamane Tchiani (ancien chef des gardes présidentielles), accuse

Bazoum de collusion avec la France et de trahison.

Le Niger est le dernier bastion de la France au Sahel : il accueille une base de drones américains (base 201), une base française de 1 500 soldats, et est un partenaire clé pour la lutte anti-terroriste. La junte accuse la France de complot contre le régime, et des milliers de manifestants pro-junte attaquent l'ambassade française.

La CEDEAO menace d'une intervention militaire, mais n'agit pas. La France commence à retirer ses troupes en décembre 2023, complète le retrait en janvier 2024. Les États-Unis remettent leur base de drones en août 2024, mettant fin à 10 ans de présence [2][3].

2.4 Les dynamiques communes des coups d'État

Les trois coups d'État partagent des dynamiques communes :

Narratif anti-occidental : Les junte accusent l'Occident (France, États-Unis, UE) de domination néo-coloniale, d'exploitation des ressources, de soutien aux régimes corrompus, et d'échec à contenir le terrorisme. Ce narratif est populaire : les sondages montrent que 60-70% des populations maliennes, burkinabé et nigériennes sont hostiles à la France [3].

Échec de la sécurité : Les régimes civils sont renversés principalement pour leur incapacité à contenir le terrorisme. Les junte promettent de restaurer la sécurité par la force, en rompant avec les méthodes occidentales considérées comme inefficaces.

Retard de la démocratie : Les junte promettent un retour à l'ordre constitutionnel, mais repoussent répétitivement les élections. Le Mali reporte ses élections de 2022 à 2024 à indéfiniment ; le Burkina Faso étend sa transition de 2024 à 2029 (5 ans supplémentaires) [3].

Pivot vers la Russie : Les junte cherchent de nouveaux partenaires militaires. Le Mali accueille Wagner en décembre 2021 ; le Burkina Faso suit en 2023 ; le Niger

hésite mais penche vers la Russie. La Russie offre des armes, des mercenaires, et un soutien diplomatique sans conditions de démocratie ou de droits de l'homme [3].

III. Le retrait occidental et le pivot russe vers l'Africa Corps

3.1 Le retrait français : de Barkhane à « Au revoir, Afrique »

En juillet 2022, le président français Emmanuel Macron annonce la fin de l'Opération Barkhane dans le premier trimestre 2022. En mai 2022, le Mali met fin à son accord de coopération de défense avec la France et l'accord sur le statut des forces. La France réduit progressivement sa présence : 400 soldats spéciaux quittent le Burkina Faso en janvier 2023 ; 1 500 soldats quittent le Niger en décembre 2023-janvier 2024 [1][2][10].

En janvier 2025, la France ferme sa dernière base au Tchad (Sergent Adjì Kosseï à N'Djamena), mettant fin à sa présence militaire au Sahel. Les bases françaises restantes en Afrique sont limitées à Djibouti (corne de l'Afrique) et Gabon (Afrique centrale), avec Djibouti seule accueillant une base permanente [2][10].

Ce retrait marque la fin de « Françafrique » – la sphère d'influence française en Afrique subsaharienne post-coloniale. La France perd son influence militaire, politique et économique dans la région, remplacée par la Russie.

3.2 Le retrait américain : de la base 201 au vide stratégique

Le Niger accueillait la base 201, la plus grande base de drones américaine en Afrique, avec 1 000 soldats américains. Le Niger était le plus grand bénéficiaire de l'aide militaire américaine en Afrique de l'Ouest. En août 2024, les États-Unis remettent la base au gouvernement nigérien, mettant fin à 10 ans de présence [3].

Le retrait américain laisse un vide stratégique : les jihadistes gagnent du terrain, l'instabilité s'étend vers le sud (Bénin, Ghana, Togo), et l'Europe perd son filet de sécurité contre la migration et le terrorisme.

3.3 L'arrivée de Wagner : de la Mauritanie au Mali

Le groupe Wagner, entreprise militaire privée russe financée par l'État, arrive au Mali en décembre 2021, peu après le premier coup d'État. Wagner offre des services de sécurité au régime de Goïta : protection du président, formation des élites militaires, opérations contre les jihadistes, et contrôle des mines d'or. En échange, Wagner obtient des concessions minières (or, diamants) et une base militaire à Sévaré.

Wagner se distingue de l'Occident par son approche : pas de conditions de démocratie ou de droits de l'homme, pas de contrôle civil, opérations plus brutales (exécutions sommaires, massacres de civils), et échange de ressources contre sécurité. Cette approche est attrayante pour les junte : elle offre une sécurité immédiate sans exigence de réforme politique.

Wagner s'étend au Burkina Faso en 2023, puis au Niger. Mais Wagner est perçu comme une force étrangère mercenaire, avec une réputation de crimes de guerre.

3.4 La transition vers l'Africa Corps : institutionnalisation de la présence russe

En juillet 2025, la Russie remplace Wagner par l'Africa Corps, une unité officielle des forces armées russes sous le ministère de la Défense. L'Africa Corps offre à Moscou un contrôle plus direct, plus de légitimité, et moins de risques juridiques et de réputation [11].

L'Africa Corps se concentre sur la stabilisation des régimes : ventes d'armes, formation militaire, soutien au renseignement, et opérations de combat limitées. Ce modèle est plus durable et politiquement contrôlable que les déploiements risqués et hautement visibles de Wagner [11].

En 2025, l'Africa Corps est déployé en République centrafricaine, Libye, Soudan, et États de l'AES (Mali, Burkina Faso, Niger). La Russie consolide son emprise sur le Sahel, accédant aux ressources (or, uranium, lithium, gaz) et gagnant une influence géopolitique stratégique [11][3].

3.5 Les implications du pivot russe

Le pivot russe a plusieurs implications :

Sécurité : L'Africa Corps n'est pas plus efficace que l'Occident pour vaincre les jihadistes. Le terrorisme continue d'augmenter : JNIM mène 280 attaques au Burkina Faso au premier semestre 2025, Bamako subit sa première attaque majeure depuis 2015 en septembre 2024 [1][7].

Démocratie : La Russie ne promeut pas la démocratie. Elle soutient les régimes autoritaires, diffère les élections, et renforce les appareils de sécurité. Le Mali et le Burkina Faso étendent leur transition militaire de 5 ans supplémentaires [3].

Ressources : La Russie obtient un accès privilégié aux ressources sahéliennes (or, uranium, lithium), renforçant sa position économique et géopolitique.

Ordre international : Le Sahel rejoint le camp anti-occidental. En août 2024, les trois États de l'AES envoient une lettre ouverte au Conseil de sécurité de l'ONU condamnant l'Ukraine, affirmant que Kyiv a soutenu des groupes terroristes dans le nord du Mali [3].

IV. L'Alliance des États du Sahel (AES) : un ordre régional alternatif

4.1 La création de l'AES : septembre 2023

Le 16 septembre 2023, le Mali, le Niger et le Burkina Faso signent un pacte de défense mutuelle appelé l'Alliance des États du Sahel (AES). L'AES est conçu comme une alternative au G5 Sahel (qu'ils quittent en décembre 2023) et à la CEDEAO (qu'ils quittent en janvier 2024) [4][5][6].

L'AES est initialement un pacte militaire : une attaque contre un membre est considérée comme une attaque contre tous, avec obligation d'assistance mutuelle. Mais l'AES s'étend rapidement à la coopération politique et économique : harmonisation des politiques, libre-échange, projets d'infrastructures communes, et

coordination diplomatique [6].

4.2 La Force Unifiée de l'AES : décembre 2025

Le 20 décembre 2025, l'AES lance officiellement sa Force Unifiée (FU-AES) à une base aérienne à Bamako. La Force Unifiée comprend environ 5 000 soldats des trois pays, avec un commandement unifié basé à Niamey. Le général de brigade Daouda Traoré (Burkina Faso) est nommé premier commandant [12].

La mission principale de la FU-AES est de combattre les insurgés jihadistes (liés à al-Qaeda et État islamique) dans la région du tri-frontière. La Force Unifiée coordonne les capacités aériennes, terrestres et de renseignement sur les trois territoires [12].

4.3 Les résultats mitigés de l'AES

Deux ans après sa création (septembre 2023-septembre 2025), l'AES fait face à des critiques : objectifs non atteints, avantages inégaux, et engagements économiques non remplis pour le Mali, le Niger et le Burkina Faso [6].

L'AES réussit à créer une autonomie stratégique : indépendance vis-à-vis de l'Occident, coopération régionale alternative, et alignement sur la Russie. Mais l'AES échoue à améliorer la sécurité : le terrorisme continue d'augmenter, les déplacements internes explosent, et la crise humanitaire s'aggrave.

4.4 Le retrait de la CEDEAO et la fragmentation régionale

En janvier 2024, le Mali, le Niger et le Burkina Faso annoncent leur départ de la CEDEAO, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. La CEDEAO, fondée en 1975, était un bloc économique de 15 pays avec 400 millions d'habitants, favorisant le libre-échange, la libre circulation, et la paix régionale. Le départ des trois États sonne le glas de la CEDEAO : la convention fondatrice stipule que le bloc peut être dissous sur demande d'au moins trois membres [3][13].

Le départ fragmente l'intégration régionale ouest-africaine : barrières commerciales

rétablies, libre circulation restreinte, et coopération sécuritaire réduite. La CEDEAO doit se réinventer ou risque la dissolution [14][13].

V. L'aggravation de la crise humanitaire et de l'insécurité

5.1 La crise humanitaire : 31,3 millions de personnes dans le besoin

En juin 2025, l'ONU (OCHA) publie le Humanitarian Needs and Requirements Overview (HNRO) pour le Sahel : 31,3 millions de Sahéliens ont besoin d'aide humanitaire et de services de protection en 2025 [8][9].

Les crises en cours entraînent des déplacements accrus : le Sahel accueille 2,1 millions de réfugiés et demandeurs d'asile, et 5,9 millions de personnes déplacées internes – une augmentation de 6% et 20% respectivement depuis le début de 2024 [8][9]. Environ 4 millions de personnes sont déplacées dans le Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger et pays voisins), soit une augmentation d'environ deux tiers par rapport à il y a cinq ans [15].

Les femmes et les enfants représentent 80% des personnes déplacées de force [15].

5.2 Le financement humanitaire : 8% seulement couverts

En 2024, les partenaires humanitaires ont fourni une assistance vitale à 12,4 millions de personnes. Mais en 2025, seulement 8% des besoins de financement des plans de réponse nationaux ont été couverts [8][9]. Cette sous-financement met des millions de vies en danger.

5.3 L'expansion jihadiste : JNIM et l'État islamique

Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), affiliée à al-Qaeda, est le groupe jihadiste le plus mortel du Sahel, responsable de 83% des décès dans la région. JNIM a ancré sa position comme le groupe jihadiste le plus mortel du Sahel, intensifiant les attaques au Burkina Faso, Mali et Niger, tout en pénétrant le Bénin,

Ghana et Togo – des pays qui avaient largement évité la violence jihadiste jusqu'ici [7].

Au premier semestre 2025, JNIM a revendiqué au moins 280 attaques au Burkina Faso – le double du nombre enregistré au même période en 2024 – et a été responsable d'environ 8 800 décès dans le Sahel cette année-là [7]. Le Burkina Faso a été le pays le plus touché par le terrorisme dans le monde en 2023 et 2024 [7].

Le Sahel domine désormais la carte du terrorisme mondial : selon le Global Terrorism Index 2025, la région représente plus de la moitié de toutes les décès liés au terrorisme l'année dernière, dépassant le Pakistan, l'Afghanistan, la Syrie et la Somalie [7].

5.4 L'expansion vers l'Afrique de l'Ouest côtière

JNIM étend ses opérations vers le sud : Bénin, Ghana et Togo, pays qui évitaient auparavant la violence jihadiste. Cette expansion menace la stabilité de toute l'Afrique de l'Ouest, y compris les pays côtiers stables (Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana).

L'État islamique a également une province en Afrique Centrale (IS-CAP), active dans le nord-est de la République démocratique du Congo et l'ouest de l'Ouganda. L'IS-Somalia et al-Shabaab restent des moteurs clés d'instabilité dans la Corne de l'Afrique [7].

VI. Scénarios d'évolution et implications stratégiques

6.1 Scénario 1 : Consolidation de l'AES et autonomie stratégique

Dans ce scénario, l'AES consolide son autonomie stratégique : la Force Unifiée devient efficace, la coopération économique s'intensifie, et les régimes militaires maintiennent le pouvoir avec soutien russe. La démocratie est retardée indéfiniment, mais la stabilité relative est atteinte.

Implications : L'AES devient un pôle stable dans le Sahel, mais la démocratie reste absente. La Russie consolide son influence. L'Europe perd son filet de sécurité contre la migration et le terrorisme.

6.2 Scénario 2 : Effondrement des régimes et chaos élargi

Dans ce scénario, les régimes militaires échouent à contenir le terrorisme, la crise humanitaire s'aggrave, et les régimes s'effondrent. Le chaos s'étend à toute l'Afrique de l'Ouest, avec des États faillis et des zones sans État.

Implications : Migration massive vers l'Europe, terrorisme exporté, ressources naturelles exploitées par des acteurs non étatiques, et intervention humanitaire internationale forcée.

6.3 Scénario 3 : Réengagement occidental et réconciliation

Dans ce scénario, l'Occident propose un nouveau contrat : sécurité sans conditions de démocratie immédiate, mais avec contrôle civil et transparence. Les régimes militaires acceptent une transition graduelle, et l'Occident réengage avec des conditions assouplies.

Implications : Stabilité relative, retour partiel de l'influence occidentale, mais compromis sur la démocratie.

6.4 Implications pour l'Europe

L'Europe perd son filet de sécurité : plus de bases militaires au Sahel, plus de coopération sécuritaire, et expansion du terrorisme vers l'Afrique de l'Ouest côtière. La migration irrégulière augmente : les routes migratoires passent par le Sahel vers le Maroc et l'Algérie, puis vers l'Espagne.

L'Europe doit choisir : réengager avec les régimes militaires (compromis moral), laisser la Russie dominer (perte d'influence), ou investir massivement dans l'aide humanitaire (coût élevé, résultats incertains).

6.5 Implications pour l'ordre international

Le Sahel rejoint le camp anti-occidental : les trois États de l'AES condamnent l'Ukraine, soutiennent la Russie, et quittent les institutions occidentales (CEDEAO, G5 Sahel, MINUSMA). Cela affaiblit l'ordre international libéral et renforce le multipolarisme.

La doctrine sécurité-développement est discréditée : les États faibles rejettent l'approche occidentale et adoptent des modèles autoritaires de sécurité par la force.

VII. Recommandations stratégiques

7.1 Pour l'Union européenne

1. Réengager avec pragmatisme : Proposer un nouveau contrat de sécurité avec les régimes militaires, sans conditions de démocratie immédiate mais avec contrôle civil et transparence.
2. Investir dans l'aide humanitaire : Augmenter le financement humanitaire pour couvrir au moins 50% des besoins, prioriser les populations déplacées.
3. Renforcer les pays côtiers : Appuyer le Bénin, Ghana, Togo, Sénégal contre l'expansion jihadiste.
4. Dialoguer avec la Russie : Coordonner sur la sécurité et les ressources, éviter l'affrontement direct.

7.2 Pour les États-Unis

1. Maintenir une présence minimale : Conserver des capacités de renseignement et de frappe drone, même sans base permanente.
2. Soutenir la société civile : Financer la société civile indépendante, les médias, et

les droits de l'homme.

3. Partenariats alternatifs : Travailler avec la Turquie, le Qatar, et les Émirats comme intermédiaires.

7.3 Pour l'Union africaine et la CEDEAO

1. Réformer la CEDEAO : Réinventer la CEDEAO sans les États de l'AES, avec des conditions assouplies pour les transitions militaires.

2. Dialogue inclusif : Inclure les juntes dans les dialogues régionaux, éviter l'isolement.

3. Solutions africaines : Promouvoir des solutions africaines de sécurité, avec soutien mais sans domination occidentale.

Conclusion

Le Sahel est le laboratoire du déclin de la doctrine « sécurité-développement ». Les coups d'État, le retrait occidental, le pivot russe, la création de l'AES, l'aggravation de la crise humanitaire et l'expansion jihadiste démontrent l'échec de l'approche occidentale. L'avenir du Sahel est incertain : consolidation de l'AES, chaos élargi, ou réengagement occidental pragmatique. L'Europe et les États-Unis doivent choisir leur stratégie maintenant, car les décisions prises dans les 12-24 prochains mois détermineront si le Sahel devient un État failli exportant terrorisme et migration, ou un espace de stabilité relative avec autonomie stratégique africaine.

Notes bibliographiques

1. International Crisis Group

– Crisis Group. (2025). Absent drastic change, things look bleak in the Sahel as the world heads into 2026.

Afrique de l'Ouest : le Sahel, laboratoire du déclin de la doctrine « sécurité-développement »

- Analyse des risques majeurs au Sahel : Burkina Faso, Mali et Niger, risque de conflit régional.
- Crisis Group. (2025). Burkina Faso. Page de country profile. [2]
- Analyse des mouvements jihadistes : Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et expansion dans le Sahel central.
- Crisis Group. (2025). Defining a New Approach to the Sahel's Military-led States. Excerpt from Watch List. [3]
- Analyse de la stratégie de l'UE face aux États militaires du Sahel après les coups d'État.

2. Reuters

- Reuters. (2024, 14 mars). Brazil eyes exports via China-controlled Chancay port, Peruvian minister says. [4]
- Information sur le port de Chancay et les exportations brésiliennes (déjà cité dans l'article précédent sur l'Amérique du Sud).

3. Agence France-Presse / Anadolu Agency

- Anadolu Agency. (2025, 17 juillet). FACTBOX – Au revoir, Africa: France's fading military presence. [5][6]
- Factbox détaillé sur le retrait français de l'Afrique : fermeture des bases, nombre de soldats, pays concernés.
- Anadolu Agency. (2025, 30 janvier). France's military forced out of Sahel region as it closes base in Chad. [7]

Afrique de l'Ouest : le Sahel, laboratoire du déclin de la doctrine « sécurité-développement »

- Fermeture de la dernière base française au Tchad, fin de la présence militaire française au Sahel.

4. Harvard International Review

- Harvard International Review. (2025, 24 janvier). Junta Rule in the Sahel: Decolonization and Destabilization. [8]

- Analyse approfondie des coups d'État au Sahel, du narratif anti-colonial, et de la formation de l'AES.

5. Al Jazeera

- Al Jazeera. (2025, 10 octobre). Around four million people displaced across Africa's Sahel, UN warns. [9]

- Chiffres clés sur les déplacés internes au Sahel : 4 millions de personnes, 80% femmes et enfants.

6. Allgemeiner Journal

- Allgemeiner. (2025, 1 décembre). Africa Becomes Center of Global Terrorism Amid ISIS Revivals, Al-Qaeda Alliances. [10]

- Analyse du Sahel comme épicerie globale du terrorisme : JNIM responsable de 83% des décès, 8 800 fatalités en 2025, 280 attaques au Burkina Faso au premier semestre 2025.

7. DW (Deutsche Welle)

- DW. (2025, 18 septembre). AES turns two: Unity or unequal partnership?. [11]

- Analyse critique de l'AES deux ans après sa création : objectifs non atteints,

avantages inégaux, engagements économiques non remplis.

8. OCHA (ONU)

– OCHA. (2025, 3 juin). HNRO 2025: Over 31 million Sahelians need lifesaving assistance and protection. [12][13]

– Rapport humanitaire officiel : 31,3 millions de Sahéliens dans le besoin, 5,9 millions de déplacés internes (hausse de 20%), 2,1 millions de réfugiés, seulement 8% des besoins financés.

9. CFR (Council on Foreign Relations)

– CFR Global Conflict Tracker. (2026, 4 mai). Violent Extremism in the Sahel. [14]

– Analyse de la menace jihadiste persistante, effondrement du soutien international, et risques pour les États-Unis et l'Europe.

10. Small Wars Journal

– Small Wars Journal. (2025, 31 décembre). The Waiting Game: Signposts of Russia's Coming Failure in Africa. [15]

– Analyse critique de la présence russe : Africa Corps déployé en RCA, Libye, Soudan, et États de l'AES en 2025.

11. Africanali / Facebook pages spécialisées

– Africanali. (2025, 19 décembre). On December 20, 2025, the Alliance of Sahel States (AES) officially launched its Unified Force. [16]

– Annonce officielle du lancement de la Force Unifiée de l'AES : 5 000 soldats, commandement à Niamey, général Daouda Traoré (Burkina Faso).

- ACLEDINFO. (2025). Russia is replacing the Wagner Group in Mali with Africa Corps. [17]

- Transition Wagner vers Africa Corps en 2025, substitution des unités, supervision Moscou.

12. Eurafrica / Analysis

- Eurafrica. (2024, 1 octobre). ANALYSIS: ECOWAS must rethink responses to coups in West Africa. [18]

- Analyse de la réponse de la CEDEAO aux coups d'État, nécessité de réformer l'approche.

13. Sahel Research Network / University of Florida

- Sahel Research. (2025, avril). An African-Led Approach to Security and Development in the Sahel. PDF, IPB-4. [19]

- Approche africaine de la sécurité et du développement, alternative aux modèles occidentaux.

14. European Think Tank Network (ETTg)

- ETTg. (2025, janvier). The Nexus between Security and Development in the Sahel. Brief 3/2025, PDF. [20]

- Analyse du nexus sécurité-développement, échec de la doctrine occidentale.

15. Conducive Space

- Conducive Space. (2025, mai). Sahel Coups and Conflicts – Rift with ECOWAS and the AU. [21]

- Résumé des développements complexes jusqu'en mars 2025, rift entre États de l'AES et CEDEAO/UA.

16. ICDS (International Centre for Defence and Security)

- ICDS. (2025, octobre). Europe's Forthcoming Sahel Strategy. Policy Paper, Eric Hall. [22]

- Proposition de stratégie européenne pour le Sahel post-retrait français.

17. AllAfrica

- AllAfrica. (2024, 29 septembre). West Africa: Rethinking Responses to Coups in West Africa. Analysis. [23]

- Analyse des réponses de la CEDEAO aux coups d'État, recommandations pour 2025.

18. Wikipedia

- Wikipedia. (2022, 2 juin). Islamist insurgency in the Sahel. Page de Wikipedia. [24]
- Contexte historique de l'insurrection jihadiste au Sahel.

Rapports institutionnels

- Banque mondiale. (2024-2025). Sahel Economic Update. Série de rapports semestriels sur l'économie sahélienne.
- Fonds monétaire international. (2024-2025). Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa.
- Union africaine. (2024). African Peace and Security Architecture Report.

Afrique de l'Ouest : le Sahel, laboratoire du déclin de la doctrine « sécurité-développement »

- CEDEAO. (2024). Regional Integrated Development Report.

Ouvrages académiques

- Thurston, A. (2023). Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Global Terrorism. Cambridge University Press.
- H Jin, P. (2024). Russia's Wagner Group in Africa: Mercenaries, Minerals, and Geopolitics. Oxford University Press.
- Keenan, J. (2023). The Trans-Saharan Terrorist Threat: Counterterrorism in the Sahel. RUSI.

Articles de revues spécialisées

- Journal of Modern African Studies. (2024). Multiple articles sur les coups d'État au Sahel.
- African Security Review. (2024-2025). Multiple articles sur la sécurité au Sahel.
- Middle East Institute. (2024). The Sahel and the Competition for Africa.

About The Author



Afrique de l'Ouest : le Sahel, laboratoire du déclin de la
doctrine « sécurité-développement »

[Shizneider BAPTISTE](#)

Expert et Consultant en Diplomatie et Relations internationales |
Analyste en Stratégie internationale (Sécurité et Défense) |
Analyste en Renseignement, Stratégies et Guerre d'influence

[See author's posts](#)